

Charles de Gaulle

Mémoires de guerre. L'Appel

De Gaulle, Charles, *Mémoires de guerre. L'Appel*. (1954). Paris. Gallimard. Pléiade. p. 3-262. Appendices, p. 1211 à 1226.

Le général de Gaulle commença la rédaction des *Mémoires de Guerre* en 1946 et la termina en 1959. Elles furent publiées en trois volumes, dont le premier paru en octobre 1954, sous le titre de *l'Appel*. Il couvre la période allant de 1940 à 1942, avec d'inévitables chevauchements chronologiques. Il est composé de huit chapitres aux titres révélateurs, *la Pente, la Chute, la France Libre, l'Afrique, Londres, l'Orient, les Alliés et la France combattante*, comme autant d'étapes au cheminement du responsable de la France Libre.

De Gaulle fait d'abord un état des lieux, lui qui dès 1933 a été convaincu du danger que l'indolence des dirigeants faisait courir au pays. Il tente de se faire entendre en écrivant successivement *Vers l'armée de métier* (1934), puis *La France et son armée* (1938), dans lesquels il montre « l'étendue de nos ressources, mais aussi l'infirmité de l'État (...) qui manquait à sa fonction première qui est d'assurer la défense du pays » (p.8). La remilitarisation de la Rhénanie, le concept hitlérien de *Lebensraum* / espace vital, l'*Anschluss*, ne firent pas bouger les responsables du pays. Seul, Paul Reynaud, président du Conseil, s'intéressa à cette critique de la stratégie officielle et l'appela à Paris. La bataille de France perdue (30 mai 1940), Reynaud le nomma sous-secrétaire d'État à la Défense nationale et l'envoya à Londres : Churchill refusa d'envoyer des avions et douta de la stratégie du repli sur l'Empire que lui soumit de Gaulle. Paris cerné, le gouvernement hésita entre le repli sur Gênes soutenu par de Gaulle ou sur Bordeaux, finalement adopté. De Gaulle est convaincu qu'il faut remettre la France en guerre pour sauvegarder la nation et l'État, l'honneur, l'unité et l'indépendance. À peine Pétain eut-il signé l'armistice (17 juin 40) que le lendemain de Gaulle lança son fameux appel, mais il ne peut éviter que la flotte britannique attaque l'escadre française à Mers el-Kebir, afin que l'Allemagne ne s'en saisisse pas. Sans moyens aucun, soumis à l'hospitalité britannique ombrageuse, le général s'attache à recueillir les soutiens pour instaurer un Comité National Français, reconnu dès le 23 juin par la Grande-Bretagne : dès lors, il n'a de cesse de développer un appareil administratif de gouvernement afin d'obtenir la reconnaissance de la France Libre comme seul interlocuteur pour ceux qui s'opposaient aux puissances de l'Axe. Empêché de se rendre en Afrique du Nord – à cause des ambitions de Mussolini sur la Tunisie et l'Est algérien, ainsi que celles de Franco sur le Maroc et l'Ouest algérien – il s'appuie sur le Tchad dont le gouverneur, Félix Éboué fut un de ses premiers ralliements et dont il étendit la gouvernance sur toute l'Afrique équatoriale – Dakar qu'il voulait prendre par terre, en revers, fut perdu par la volonté britannique de l'attaquer par mer. Cette implantation donne une légitimité politique à la France Libre, jusqu'alors dépourvue de tout territoire et permet au général d'envisager le redressement de l'Empire, avant celui de la Métropole. De retour à Londres, il mesure la réticence britannique, mais poursuit, avec un grand juriste, René Cassin, la construction de la France Libre : nomination de responsables aux différents postes d'un État, création d'un service de renseignement, fédération des États réfugiés à Londres, envoi de représentants partout où cela était possible, mais surtout sur les territoires de l'Empire, et il défend avec succès le mandat français au Levant contre les prétentions de la Grande-Bretagne. Il fait en sorte que les quelques combattants français disponibles soient présents sur le plus de fronts possibles : c'est une division française qui sous l'autorité du Gal Leclerc fit capituler l'Italie en Libye. Mais, c'est au Liban et en Syrie que la lutte avec l'allié anglais fut la plus difficile. Il préserve cependant la présence française dans « l'Orient compliqué », « l'Orient frémissant », formule qui nous

rappellent « l'Orient désert » de Racine.

En juin 1941, Hitler attaque l'Union soviétique, et en décembre, Pearl Harbor provoque l'entrée officielle des USA dans la guerre, ce qui rebat les cartes, car, même si la dépendance à l'Amérique existait déjà pour la subsistance, pour l'armement, etc..., elle devient plus forte. De Gaulle réussit à faire plébisciter la France Libre à Saint-Pierre-et-Miquelon, ce qui rend Roosevelt furieux, mais l'oblige à s'incliner. Au début de l'été 1942, la France Libre est reconnue et devient la France Combattante et le Comité National en devient l'organe de direction. De Gaulle charge Jean Moulin, sous l'autorité du Général Delestraint, de fédérer la résistance intérieure : « un seul combat, un seul chef ». Les réfractaires au Service de Travail Obligatoire, promu par Laval en septembre 1942, rejoignent souvent les maquis divers. La résistance se doit d'être un sursaut de défense, mais aussi un espoir de renouveau.

Ce premier volume des *Mémoires de guerre* nous raconte avant tout l'histoire d'une lutte incessante du général de Gaulle pour l'existence et la reconnaissance d'un appareil d'État parallèle à celui de Vichy et destiné à le remplacer après la victoire.

Citations

« On peut dire qu'en une semaine le destin était scellé. Sur la pente fatale, où une erreur démesurée nous avait, de longtemps, engagés, l'armée, l'État, la France, roulaient, maintenant, à un rythme vertigineux. » « *La Pente* » (10 mai 1940, début de l'offensive allemande après la mainmise sur le Danemark et la Norvège). p. 33

« Alors, au spectacle de ce peuple éperdu et de cette déroute militaire, au récit de cette insolence méprisante de l'adversaire, je me sens soulevé d'une fureur sans bornes. (...) Si je vis, je me battrai, où il faudra, tant qu'il faudra, jusqu'à ce que l'ennemi soit défait et lavée la tache nationale. Ce que j'ai pu faire, par la suite, c'est ce jour-là que je l'ai résolu. » « *La Pente* » (30 mai 1940. Bataille de France perdue), p. 36-37

« Mais, hélas ! Les années, par-dessous l'enveloppe, avaient rongé son caractère. L'âge le livrait aux manœuvres de gens habiles à se couvrir de sa majestueuse lassitude. La vieillesse est un naufrage. Pour que rien ne nous fût épargné, la vieillesse du maréchal Pétain allait s'identifier avec le naufrage de la France. » « *La Chute* », p. 64-64

« Ce dénuement même me traçait ma ligne de conduite. C'est en épousant, sans ménager rien, la cause du salut national que je pourrais trouver l'autorité. » (...) « Devant le vide, c'était à moi d'assumer la France. » « *La France libre* », p. 72 (...) p. 76

« (...) j'insistai pour que la Grande-Bretagne garantît le rétablissement des frontières de la Métropole et de l'Empire français. Les Anglais acceptèrent finalement de promettre « la restauration intégrale de l'indépendance et la grandeur de la France », mais sans engagement relatif à l'intégrité de nos territoires. » « *La France libre* », p. 83

« Dans les vastes étendues de l'Afrique, la France pouvait, en effet, se refaire une armée et une souveraineté, en attendant que l'entrée en ligne d'alliés nouveaux, à côté des anciens, renversât la balance des forces. » « *L'Afrique* », p. 92

« Car, c'était une rude épreuve que de résister à la machine britannique, quand elle se mettait en mouvement pour imposer quelque chose. (...) allusions (...) demande ou exigence (...) « pression » (...). Autour de nous, tout le monde s'y mettait, de toutes façons, à tous les étages. » « *Londres* », p. 143.

« En dépit de tout, le fait que notre autorité s'instaurait en Syrie et au Liban, apportait au camp de la liberté un renfort considérable. Désormais, les arrières des Alliés en Orient était solidement assurés. » « *L'Orient* », p. 180

« Au fond, ce que les dirigeants américains tenaient pour acquis, c'était l'effacement de la France (...) Devant l'énormité des ressources américaines et l'ambition de Roosevelt de faire la loi et de dire le droit dans le monde, je sentais que l'indépendance était bel et bien en cause. » « *Les Alliés* », p. 182-183.

« La pièce diplomatique où, en cent actes divers, on voyait la France Libre reprendre la place de la France, comptait parmi ses spectateurs les plus vivement intéressés les gouvernements réfugiés en Grande-Bretagne. (...) bien que leur souveraineté ne fût pas contestée par les grandes puissances alliées, ils n'en subissaient pas moins le sort pénible des faibles livrés à la discrétion des forts » « *Les Alliés* », p. 211

« Dans le mouvement incessant du monde, toutes les doctrines, toutes les écoles, toutes les révoltes, n'ont qu'un temps. Le communisme passera. Mais la France ne passera pas. Je suis sûr que, dans son destin, comptera finalement pour beaucoup le fait qu'en dépit de tout elle n'aura été, lors de sa libération, instant fugitif mais décisif de son Histoire, qu'un seul peuple rassemblé. » « *La France combattante* », p. 232

« La sécurité nationale et la sécurité sociale sont, pour nous, des buts impératifs et conjugués. » « *Appendices* », Déclaration du Général de Gaulle publiée en France dans les journaux clandestins le 23 juin 1942, p. 1214